



Les acteurs en ordre de bataille pour mettre en œuvre le PUDC

Pour améliorer significativement les conditions de vie des populations et réduire les inégalités dans les zones rurales, le gouvernement compte depuis quelques mois sur un nouveau programme d'urgence. Il s'agit du Programme d'urgence de développement communautaire (PUDC).

On se souvient que le chef de l'Etat, Faure Gnassingbé a présenté il y a quelques ce nouveau programme à Helen Clark, l'Administrateur du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) à New York, à l'occasion de la célébration des 50 ans d'âge du PNUD.

Ce jeudi à Lomé, les besoins prioritaires des populations togolaises ont été présentés aux points focaux des différents ministères à la Présidence de la République en présence de la ministre en charge du Développement à la base, Victoire Tomégah Dogbé, du ministre de la Planification du développement, Kossi Assimaïdou et la Représentante résidente du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) au Togo, Khardiata Lo N'diaye.

« Il s'agit de choses « très concrètes » qui répondent à des besoins pressants de la population et qu'il y a urgence à résoudre. « Le PNUD met toutes ses capacités et ses ressources

en œuvre pour que ce programme sur lequel beaucoup d'espoir sont fondés puisse être un vrai succès. Nous sommes rassurés par l'engagement des structures ministérielles et leur bonne compréhension de l'intervention du PUDC, non pas comme une intervention concurrente mais comme une intervention complémentaire », a déclaré à la fin des travaux Mme Lo N'diaye.

Le PUDC a quatre (4) composantes. Il s'agit des infrastructures socio-communautaires, des bâtiments scolaires, des cliniques mobiles, des points de forage, d'eau, des pistes rurales qui font partie de la première composante, du renforcement des capacités des populations en seconde position, de l'entrepreneuriat rural en troisième et de la géolocalisation.

Ce nouveau programme va mobiliser 155 milliards de francs dans trois (3) ans.



Le Togo s'engage dans la prochaine étape du programme « Threshold » dont il est

bénéficiaire

Après la première visite effectuée au Togo par une mission du Millenium Challenge Account (MCC), il sera mis en place dans les prochains mois une équipe aussi bien du côté américain que togolais pour procéder ensemble à l'analyse des contraintes à la croissance économique, les possibilités d'investissement dans le secteur privé, ainsi que les obstacles sociaux à la réduction de la pauvreté.

C'est ce que les quatre (4) membres de la mission américaine ont confié à la presse togolaise et internationale ce mercredi au siège de la cellule nationale du Millenium Challenge Account (MCA) à Lomé.

Selon Thomas Kelly, vice-président adjoint pour la politique et l'évaluation au MCC, « les résultats de cette évaluation permettront de définir la politique et les réformes institutionnelles que le nouveau programme Threshold va soutenir. L'élaboration du programme comprendra un processus de consultation, avec la participation de la société civile et du secteur privé togolais ».

C'est en présence des ministres Gilbert Bawara de la Fonction publique, Guy Madjé Lorenzo de la Communication, Payadowa Boukpassi de l'Administration territoriale et du Coordonnateur de la cellule nationale du Millenium Challenge Account (MCA), Stanislas Baba.

Engagé depuis 2013 dans ce processus qui demande aux pays des efforts en matière de gouvernance, de réformes sur le plan des affaires et d'investissement dans l'humain, le Togo a satisfait à dix (10) des vingt (20) indicateurs du MCC. Cela démontre l'opérationnalisation des réformes dans plusieurs secteurs pour améliorer les performances au tableau de bord.

Thomas Kelly et ses collaborateurs ont félicité le Togo pour ses efforts réalisés en quelques années seulement.

« Cette mission ne peut que pousser le gouvernement à aller plus loin, plus vite aussi bien sur les questions économiques, politiques et sociales. Le Togo continuera à faire des efforts qu'il faut, à répondre aux critères. Nous devons être en mesure de relever tous les défis pour répondre au Compact », a déclaré de son côté le ministre Bawara.

Le Togo, il faut le rappeler, est bénéficiaire depuis la dernière réunion du Conseil d'administration du MCC en décembre 2015, du programme seuil « Threshold ».

Dans les trois (3) prochaines années, il va bénéficier d'une enveloppe financière allant de 5 à 60 millions de dollars.



Faure Gnassingbé à la 31^{ème} session du CDH : « Nous sommes résolument déterminés à continuer à œuvrer pour l'enracinement des valeurs universelles »

Les travaux de la 31^{ème} session du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies (CDH) se sont ouverts ce lundi à Genève en Suisse sous le thème : « Les objectifs du Développement durable et les droits de l'homme ». Le chef de l'Etat togolais, Faure Gnassingbé, présent sur les lieux depuis dimanche soir, a pris la parole à l'ouverture des travaux pour remercier l'Assemblée générale des Nations Unies pour avoir voté

largement en octobre 2015 pour le Togo, notamment à 189 voix sur 192 votants, pour son entrée au Conseil pour un mandat de trois (3) ans.

« L'élection du Togo au Conseil des droits de l'homme des Nations Unies, est une opportunité sans précédent pour poursuivre le travail de longue haleine que nous avons engagé au Togo, avec le concours de nos partenaires, afin que les droits fondamentaux de la personne humaine occupent une place centrale dans notre agenda pour le développement économique et social", a-t-il expressément déclaré.

Première du genre depuis son accession au pouvoir en 2005, cette intervention devant la session du CDH a permis au n°1 Togolais de promettre que son pays assumera ses responsabilités pour que les objectifs visés soient atteints. « Le Togo prend à cœur la mission à lui confiée et ne ménagera aucun effort pour que le Conseil des droits de l'homme puisse atteindre pleinement ses objectifs durant les trois années de notre mandat. Nous nous attelons à cette tâche avec conviction et détermination », a lancé M. Gnassingbé.

Concernant le Togo, le chef de l'Etat a reconnu qu'à une période donnée, le pays était en proie à un « déficit démocratique ». Mais, a-t-il relativisé, les leçons ont été tirées et les mesures « nécessaires » ont été prises pour l'enracinement des droits de l'homme dans toutes les sphères de la vie au Togo.

Il a énuméré la refonte de l'arsenal juridique national pour intégrer les instruments normatifs internationaux relatifs aux droits de l'homme ratifiés par le Togo, la liberté d'expression, d'association et de manifestation, l'organisation d'élections crédibles, transparentes sans violence, l'incrimination de la torture sous toutes ses formes, la protection des minorités notamment les enfants, les femmes, les personnes handicapés et âgées.

“Nous sommes résolument déterminés à continuer à œuvrer pour l’enracinement de ces valeurs que nous savons universels”, s’est-il engagé.

Élu en octobre dernier par l’Assemblée générale des Nations Unies pour un mandat de trois ans à compter du 1^{er} janvier 2016, comme 17 autres nouveaux Etats, le Togo a abrité de 2006 à 2014, un bureau du Haut-commissariat aux droits de l’homme des Nations Unies.



Un taux de réussite de 44, 38 % au BAC II 2016 au Togo

C’est la fin du suspense pour les candidats du BAC II pour le compte de cette année 2016 au Togo. Les résultats de cet examen qui ouvre les portes de l’Université sont proclamés comme promis dans la matinée de ce 20 juillet 2016 dans les différents centres d’écrit du pays. Sur les 73 405 candidats, 32 579 sont admis pour un taux de réussite de 44, 38 % toutes séries confondues contre 49,10 % en 2015, soit une baisse de 4,72 %.

Grande affluence ce matin dans les centres d’écrit où la joie des admis contraste avec la tristesse des recalés. Pour expliquer cette baisse du niveau de réussite, certains enseignants n’hésitent pas de pointer du doigt l’influence des

réseaux sociaux et de la télévision sur les temps consacrés aux études par certains élèves.

Dans les détails, les séries F2, E, F3 et C battent le record avec un taux de réussite qui dépasse les 80 %. Les séries G1, Ti1, G2 et F4 ont des taux qui tournent autour de 70 %. Les séries A4 et D ont eu les taux les plus faibles avec respectivement 42,32 % et 37,87 %.

C'est donc les grandes vacances pour ces élèves en attendant les formalités pour les études supérieures pour les admis.

David SOKLOU



Le forum sur le développement durable à New York: Le Togo est un bon modèle de développement, selon M. Dieye

Une délégation togolaise conduite par le Premier ministre Komi Selom Klassou participe depuis lundi au forum politique de haut niveau pour le développement durable à New York au siège des Nations Unies sous l'égide de son département économique et social sous le thème : "Veillez à ce que personne ne soit laissée pour compte".

✘ Il sera question pour le Togo à l'instar des cinq (5) autres pays africains parmi les 22 États volontaires lors de ce rendez-vous international de présenter la revue nationale de l'agenda 2030 lié aux objectifs de développement durable (ODD).

Le chef du gouvernement togolais présente la revue annuelle du Togo ce mercredi. Le choix du Togo pour présenter sa revue nationale est l'œuvre de son expérience de plusieurs programmes de réduction de la pauvreté, et sa politique de mise en œuvre des objectifs de développement durable.

M. Klassou a présenté la documentation du Togo sur sa revue au coordonnateur du bureau régional pour l'Afrique du **PNUD**, **M. Abdoulaye Mar Dieye** au cours d'une rencontre d'échange au siège du PNUD à New York. Une présentation qui a été saluée par l'ensemble des partenaires techniques et financiers.

✘ Pour **M. Wu Hongbo**, l'agenda 2030 a été lancé il y a seulement quelques mois mais le Togo a d'ores et déjà commencé à le mettre en œuvre. Les partenaires techniques et financiers ont exprimé leur détermination à accompagner le Togo dans son ambition de devenir une plateforme dans la sous-région en matière de transport maritime.

Le lancement du Programme d'Urgence de Développement Communautaire (PUDC) au Togo comme au Sénégal, les deux pays à l'adopter, a été aussi salué par **M. Dieye** qui y voit un modèle de développement dont le succès encourage à le répliquer dans d'autres pays du continent.

Joseph Ahodo



Komi Sélom KLASSOU à New York pour une conférence sur les ODD

Le Premier Ministre Selom KLASSOU participe depuis ce 18 Juillet 2016 aux Nations Unies (New York) à la conférence ministérielle de haut niveau sur les Objectifs de Développement Durable (ODD) adoptés en septembre 2015. Le Chef du Gouvernement est à la tête d'une délégation composée du ministre André JOHNSON de l'environnement et des ressources forestières ainsi que d'autres cadres du ministère chargé de la planification du développement.

Cette conférence s'inscrit dans le cadre de la session de 2016 du Conseil économique et social qui prend fin le 20 juillet autour du thème «*Mise en œuvre du programme de développement pour l'après-2015 : les engagements pris* ». Ce Forum politique de haut niveau est le premier depuis l'adoption de l'Agenda 2030 des ODD. Une session qui s'appuiera sur des évaluations volontaires réalisées par 22 pays ainsi que sur des examens thématiques des progrès accomplis dans le cadre des Objectifs de développement durable, notamment sur des questions transversales.

✘ Avec le soutien de ses partenaires au développement, le Togo conformément à ses priorités nationales, est en train de procéder à une analyse des choix en ce qui concerne les cibles des ODD à atteindre pour une prise en compte dans

l'élaboration du prochain programme de développement post 2017. Par ailleurs, des réformes sont mises en œuvre pour une meilleure mobilisation interne des ressources au bénéfice des projets et programmes de développement. L'ancien ministre de la Planification, Sémondji DJOSSOU a à cet effet, au cours d'une table ronde organisée au premier jour des travaux, fait cas de la création de l'Office togolais des recettes (OTR) qui a pour finalité, l'augmentation des ressources de l'Etat. « *La fusion des régies des douanes et des impôts, a permis, avec un contrat de performance, d'améliorer la collecte des recettes, passées de 14-16% du PIB à plus de 20,2% en trois ans. Il faudra toutefois aller plus loin pour définir une fiscalité innovante en faveur des ODD* », a-t-il souligné.

A l'ouverture des travaux de cette conférence, Le Vice-Secrétaire général des Nations Unies, Jan ELIASSON, a appelé tout le monde à un leadership fort et transformatif en ce qui concerne le suivi de la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030. « *Les engagements que nous avons pris sont ambitieux et transformateurs. Nous avons 15 ans pour les réaliser* », a-t-il dit aux participants du Forum. Au titre des principaux ODD à mettre en œuvre d'ici les 15 prochaines années, le Vice-Secrétaire général a notamment mentionné l'éradication de l'extrême pauvreté, de la faim et de la malnutrition, ainsi que des décès évitables de nouveau-nés et des enfants de moins de cinq ans. **ELIASSON** a en outre fait cas de la nécessité d'adopter dans le monde entier, une couverture de soins de santé universels et de rendre gratuit l'enseignement primaire et secondaire qui est déjà une réalité au Togo.

Pour rappel, les ODD sont 17 objectifs mondiaux du nouveau programme de développement durable à l'horizon 2030 que les États s'engagent à atteindre au cours des 15 prochaines années. Ils portent sur une multitude de domaines allant de la protection de la planète à l'édification d'un monde plus pacifique, en passant par la garantie donnée à tous de pouvoir

vivre en sécurité et dans la dignité. Ces objectifs, adoptés par **193 dirigeants de la planète**, font partie d'un programme de développement visant à aider en priorité les plus vulnérables, en particulier les enfants et les femmes.

David SOKLOU



Dlamini ZUMA reste à la tête de l'UA

La sud-africaine Nkosazana Dlamini ZUMA restera à la tête de l'Union Africaine (UA) jusqu'en Janvier 2017. En effet, aucun des trois candidats à sa succession n'a obtenu les deux tiers des votes nécessaires lors des trois tours du scrutin. C'est en tout cas, le constat fait à la suite de l'élection qui a eu lieu dans la matinée de ce lundi 18 Juillet à Kigali au Rwanda où se tient le 27e sommet des Chefs d'Etat de l'Union.

C'est le commissaire en charge des ressources humaines, Martial De-Paul Ikounga qui a annoncé le report de l'élection au mois de janvier 2017 à nos confrères de *jeuneafrique*. Le mandat de l'actuel présidente de la Commission est donc prorogé de six mois jusqu'au prochain sommet de l'organisation. En attendant, les informations font état d'un nouveau processus de sélection des candidats qui sera lancé en

vue de permettre à de nouvelles personnalités de faire acte de candidature.

Il faut rappeler que les candidats en lice à cette élection étaient l'Équato-Guinéen **Agapito Mba Mokuy**, la Botswanaise **Pelonomi Venson-Moitoi** et l'Ougandaise **Speciosa Wandira-Kazibwe**.

L'élection du successeur de **Dlamini ZUMA** est l'un des points au menu de ce sommet des Chefs d'Etat et de Gouvernements africains. La protection des femmes et le droit des minorités, la lutte contre le terrorisme, la crise burundaise, et la mise en place d'un passeport africain sont les autres sujets au cœur des débats qui prend fin ce lundi.

Dieumerçi DAVID



Journée de la justice internationale: L'UE engagée à promouvoir les efforts visant à mettre fin à l'impunité des auteurs des atrocités les plus abominables

Le monde entier a célébré le 17 juillet dernier la journée de la justice pénale internationale, une journée qui marque

l'anniversaire de l'adoption du Statut de Rome de la Cour pénale internationale en 1998.

Dans une déclaration à l'occasion de cette commémoration dont copie a été faite à la rédaction de la voix de la nation, la Haute représentante de l'Union européenne Mme Federica Mogherini réitère l'engagement de son institution à « promouvoir les efforts visant à mettre fin à l'impunité des auteurs des atrocités les plus abominables et à encourager l'acceptation universelle de la compétence de la Cour pénale internationale ».

Pour elle la justice pénale internationale est un système qui complète et renforce les systèmes de justice nationaux pour dissuader ceux qui non seulement envisagent les crimes les plus graves pour permettre aux victimes d'obtenir justice et réparation, de rebâtir les nations ravagées par la guerre mais aussi pour soutenir la réconciliation après un conflit.

« L'Union européenne et ses États membres restent déterminés à promouvoir les efforts visant à mettre fin à l'impunité des auteurs des atrocités les plus abominables et à encourager l'acceptation universelle de la compétence de la Cour pénale internationale », a-t-elle fait savoir dans sa déclaration.

La justice a-t-elle poursuivi est l'un des piliers de nos sociétés car elle préserve l'égalité, la cohésion et la résilience.

Pour rappel, la Journée de la justice pénale internationale est l'occasion de rendre hommage à ceux qui cherchent à obtenir justice pour des crimes horribles, y compris des crimes contre l'humanité, ainsi qu'aux nombreuses personnes dévouées et courageuses qui œuvrent dans le domaine de la justice internationale.

Joseph Ahodo




L'ISESCO initie les cadres d'alphabétisation et d'éducation non formelle



Malgré les nombreux avantages de l'alphabétisation, 16% de la population adulte mondiale reste analphabète dont les 2/3 sont des femmes. Au Togo, l'analphabétisme touche 43,3% des personnes âgées de 15 à 44 ans selon l'enquête MICS de 2010. S'agissant des enfants, il ressort des données statistiques de 2011 qu'ils sont 84.993 en situation de déscolarisation.

Plusieurs actions sont menées ici et là par le gouvernement et ses partenaires en vue de réduire progressivement le taux d'analphabétisme au Togo.

 Ce Lundi, l'Organisation islamique pour l'éducation, les sciences et la culture (ISESCO) en collaboration avec le ministère de l'Action sociale, de la promotion de la femme et de l'alphabétisation renforce les capacités d'une vingtaine de cadres de la direction de l'alphabétisation et de l'éducation non formelle en conception et élaboration des matériels didactiques d'alphabétisation selon l'approche par compétence.

Cette formation fait suite à un constat selon lequel les

matériels didactiques ne répondent pas toujours à la diversité de leurs préoccupations majeures, à leurs référentiels des compétences nonobstant le profil diversifié des bénéficiaires de l'alphabétisation dans plusieurs États membres. Une telle situation contribue selon les organisateurs au désintérêt des apprenants et à l'abandon des centres d'alphabétisation.

“Le sujet qui nous réunit aujourd'hui revêt une grande importance pour l'ISESCO car l'élaboration et l'usage de matériels didactiques pertinents suivant cette approche en alphabétisation permettent de répondre aux motivations des bénéficiaires dans l'apprentissage et de faire face aux défis de développement socioéconomique des communautés partant de nos pays”, a déclaré Docteur Salissou Ali représentant de ISESCO.

Pour le Secrétaire général du ministère de l'action sociale, de la promotion de la femme et de l'alphabétisation Stanislas Biléba, cette session vient à point nommé pour permettre la mise à disposition des apprenants des matériels didactiques de qualité. Elle permettra selon lui de renforcer leur capacité en méthodologie de conception, d'élaboration, de rédaction, d'illustration et de production Fès matériels didactiques d'alphabétisation selon l'approche par compétence.

Plusieurs modules seront développés au cours de ces (4) quatre jours de formation notamment les conditions de conception et d'élaboration de matériels didactiques, la conception des matériels didactiques, l'élaboration des matériels didactiques, la production, la dissémination et la gestion des matériels didactiques, l'élaboration des matériels didactiques.

Joseph Ahodo



25 Eperviers se préparent à voler pour battre sur leur installation les Aigles de Carthage

Les Eperviers du Togo, premiers de leur poule avec six (6) points en deux (2) matchs, vont devoir batailler dur pour garder cette place les 25 et 29 mars prochains en double confrontation contre la Tunisie, dans le cadre des éliminatoires de la Coupe d'Afrique des nations (CAN) 2017.

Pour parvenir à cet objectif, le sélectionneur Togolais, Tom Saintfiet a rendu public ce mardi les 25 Eperviers qui vont montrer leurs griffes aux Aigles de Carthage.

On note l'arrivée en sélection de nouveaux joueurs.

Voici la liste des 25 Eperviers convoqués pour les deux (2) matchs contre la Tunisie.

Gardiens : Kossi Agassa (Reims), Mensah Cédric (SR Colmar).

Défenseurs : Mamah Abdul Gafar (Dacia Chisenau), Akakpo Serge (Trabzonspor), Amevor K. Mawouna (Notts County), DjeneDakonam (Alcorcon) Donou Kokou (Enugu), Nouwoklo Kossivi (As Togo Port), Ouro-Akoriko Sadate (Al Faisaly), Joseph Douhadji (Rivers).

Milieux : Romao Alaixys (Olympique de Marseille), Ayité Floyd (SC Bastia), Womé Dové (Supersports FC), Eninful Akoété (Doxa Katakopias), Atakora Lalawele (Helsingborg), Dossevi Matthieu (Standard de Liège), Gakpé Serge (Atlanta Bergame), Prince Ségbefia (Eliazig Spor).

Attaquants : Emmanuel Adébayor (Crystal Palace), Ayité Jonathan (Alanyaspor), Foovi Aguidi (Hearts Of Aok), Araw Camaldine (Kaizer Chiefs), Farid Zato (Sigma Olomouc), Péniel Mlapa (VfL Bochum), Kodjo Fo-doh Laba (US Bitam).

Le match aller aura lieu à Monastir le 25 mars, puis le retour à Lomé 4 jours plus tard c'est-à-dire le 29 mars. Il s'agit des 3^{ème} et 4^{ème} journées de ces éliminatoires.